

L'Irak avant et après la démocratie



La photo qui circule sur Internet (ce n'est pas l'UPR qui en est l'auteur, mais nous aurions pu la faire, nous l'avons seulement traduite en français).



Pour mémoire, rappelons que :

a)- la guerre qui a été lancée contre l'Irak en 2003 par les États-Unis et la quasi-totalité des États membres de l'UE est une guerre d'agression totalement illégale au regard du droit international : le Conseil de Sécurité de l'ONU ne l'ayant jamais autorisé.

b)- le motif au nom duquel elle a été lancée - la prétendue détention d'armes de dissuasion massive - s'est révélé totalement mensonger quelques mois après l'agression, et cela de l'aveu même des Américains,

c)- que le nombre total de morts causés par cette guerre est évidemment sujet à caution, mais une étude détaillée

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
et fiable, fondée sur des études épidémiologiques conduites par des spécialistes américains, l'évalue à au moins 650.000 morts

(cf. <http://www.rue89.com/2008/05/08/au-nombre-de-morts-combien-de-11-septembre-par-mois-en-irak>)

d)- que l'Irak est désormais un pays dévasté et ruiné, dans une situation de chaos et de violence effrayante. A titre d'illustration, voici les conseils donnés OFFICIELLEMENT par le ministère français des affaires étrangères sur la situation en Irak :

L'Irak continue de connaître un niveau élevé de violence. La situation demeure tendue, volatile et dangereuse en particulier dans les gouvernorats de Bagdad, Diyala, Ninive, Kirkouk, Salahhedine et Al-Anbar et, dans une certaine mesure, dans les régions méridionales (Dhi Qar, Qadisiyah, Missan, Wasit et Bassorah).

La menace d'enlèvement ou d'attentat individuel est particulièrement élevée à l'encontre des étrangers. Des indications crédibles conduisent à redouter un possible projet d'enlèvement de ressortissants occidentaux travaillant en milieu irakien.

Les voyages touristiques sont à proscrire totalement sur l'ensemble du territoire hors la région autonome du Kurdistan. Les principales villes de cette dernière ne posent en revanche pas de problème mais les zones frontalières avec l'Iran et la Turquie sont formellement déconseillées.

Les principaux lieux de pèlerinage (Najaf, Kerbala, Samarra, Kadhimiya) présentent des risques majeurs. Des attentats très meurtriers s'y sont produits depuis 2003.

Les déplacements vers l'Irak ne sont en tout état de cause à envisager que par la voie aérienne. Tous les voyages par la route depuis la Turquie, l'Iran, la Jordanie, la Syrie, le Koweït, l'Arabie saoudite et à l'intérieur du pays, sont à proscrire absolument.

Par ailleurs, les recoupements effectués sur les différents types d'attentats montrent une prévalence tôt le matin, entre 6 h 00 et 9 h 00, et, le soir, entre 20 h 00 et 22 h 00, notamment pour les attentats à la bombe sur le bas côté des routes). Il est en conséquence plus particulièrement recommandé de ne pas circuler à ces moments de la journée et de ne pas retenir de vols à destination ou au départ des villes irakiennes (à l'exception du Kurdistan) supposant des trajets sur les routes conduisant aux aéroports à ces moments de la journée.

A Bagdad

La permanence d'actions violentes dans la capitale impose de ne s'y déplacer qu'à bord de véhicules blindés et sous la protection d'une escorte, dans des dispositifs dont la discrétion et la furtivité doivent par ailleurs être privilégiés. Il est recommandé en la matière d'étudier attentivement les dispositifs de protection proposés par les sociétés spécialisées.

Certains axes de Bagdad demeurent en effet sujets à des explosions aléatoires de bombes d'accotement (IED ou Improvised Explosive Devices) et la zone dite « internationale » (ex-Zone verte), siège de diverses institutions gouvernementales (présidence du Conseil des ministres, parlement, ministères régaliens) ainsi que de certaines représentations diplomatiques (Etats-Unis, Royaume-Uni, Mission des Nations Unies en Irak, délégation de l'UE), continuent d'être la cible habituelle (plusieurs fois par semaine) de tirs de mortiers.

La route reliant la capitale à l'aéroport international de Bagdad (BIAP) a été grandement sécurisée et aménagée, mais elle présente toujours des risques qui imposent de ne l'emprunter, de la même manière, qu'à bord de véhicules blindés et sous la protection d'une escorte.

Ces précautions conduisent à proscrire absolument l'usage des taxis, à la fois parce que les déplacements ne doivent se faire qu'avec des personnes identifiées présentant des garanties certaines et parce que les voitures ordinaires ne prémunissent pas contre les effets d'explosions.

Hormis quelques établissements sécurisés, les hôtels et restaurants demeurent la cible possible d'attaques, d'attentats ou d'enlèvements.

La situation reste dangereuse dans les gouvernorats de Bagdad, Diyala, Ninive, Kirkouk, Salahhedine, Al Anbar. Les déplacements par la route dans ces gouvernorats sont hautement déconseillés. Dans le sud du pays, les déplacements sont envisageables en cas de nécessité, dans les mêmes conditions de sécurité exposées supra.

[source (avec une carte explicite de l'état de chaos de l'Irak) :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/irak-12261/>]

CONCLUSION

Les responsables américains et européens :

- qui ont déclenché une guerre d'agression totalement illégale au regard du droit international,
 - sur des prétextes mensongers,
 - ayant provoqué la mort ou la surmortalité d'au moins 650.000 Irakiens, y compris des femmes et des enfants,
 - qui se sont livrés à un pillage des ressources du pays et se sont fait attribuer cyniquement des marchés publics,
 - et qui laissent désormais un pays en proie au chaos et à la ruine,
- devraient être traduits devant la le Tribunal Pénal international sous les inculpations de crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes économiques et crimes contre l'humanité.